



Nombre de conseillers	23
en exercice	23
présents	20
votants	22

Date de publication	05/04/2024
---------------------	-------------------

Date de convocation et d'affichage :
29/03/2024

Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal de SAINT-PAUL DE VENCE

L'an deux mil vingt-quatre, le trois avril à 18h30 le Conseil Municipal de la commune de Saint-Paul de Vence, s'est réuni au sein de l'Auditorium, après convocation légale sous la présidence de M. Jean-Pierre CAMILLA, Maire.

Etaient présents :

MM. CAMILLA Jean-Pierre, CHEVALIER Frank, NUTTIN Marc, RAFFAELLI Jean-Louis, ROUSSEAU Mathieu, ROUX François, STACCINI Pascal, VADO Alain, ZULIANI Alex, FAURE Jean-Paul, VERIGNON Benoît.

Mmes CAUVIN Édith, COLLET Sylvie, DALMASSO Sandrine, DUMONT Christelle, GUIGONNET Nadine, HARTMANN Laurence, TOLLE Sylvie, CHARENSOL Sophie, SAPHORES-BAUDIN Frédérique.

Procurations / Absents excusés :

**Mme VOISIN Céline donne procuration à M. ZULIANI Alex
M. VACQUIER Nicolas donne procuration à M. VERIGNON Benoît**

Était absent : M. BARTHES François

Mme Sylvie TOLLE est élue secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Locales.

Délibération N°03.04.2024_023

Objet : RESSOURCES HUMAINES – Modalités de calcul Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Rapporteur : M. CHEVALIER

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 88,

Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 84,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel NOR : RDFF1427139C,

AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024_023-DE
Reçu le 05/04/2024

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ainsi que le calendrier de passage au RIFSEEP par corps de la fonction publique d'Etat et donc cadre d'emplois équivalents de la fonction publique territoriale annexé,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 décembre 2017 instituant la mise en place du RIFSEEP au sein de la collectivité,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en sa séance du 24 juillet 2019 relatif à la mise en place de la part variable du RIFSEEP, Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu la délibération du conseil municipal n°29.07.2019_082 en date du 29 juillet 2019 portant sur la mise en place du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu l'avis favorable du Comité Technique en sa séance du 12 mars 2024 relatif à la modification du système d'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, **Monsieur le MAIRE PROPOSE** de revoir les critères d'attribution de la part variable du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Article 1 : Bénéficiaires du C.I.A :

- ✚ Agents titulaires, stagiaires
- ✚ Contractuels positionnés sur un poste permanent ou en remplacement de titulaires présents au 1er janvier de l'année et au moment des entretiens annuels d'évaluation (interruption de contrat inférieure ou égale à 2 mois)

Non concernés par le RIFSEEP :

- ✚ Contractuels saisonniers, en contrat d'accroissement temporaire d'activité
- ✚ Contractuels, stagiaires ou titulaires en poste à temps non complet strictement inférieurs à 50% d'un temps de travail
- ✚ Policiers municipaux
- ✚ Contrats de droit privé

Article 2 : Périodicité de versement du C.I.A

Le C.I.A fait l'objet d'un versement : au mois de décembre et est proratisé selon le temps de travail. Le montant étant modulable en fonction de la manière de servir, il n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Article 3 : Modalités d'attribution du C.I.A

Le C.I.A. est proposé selon l'atteinte des objectifs et la manière de servir évalués lors de l'entretien professionnel annuel. Les montants alloués aux agents sont définis selon le positionnement proposé par le supérieur hiérarchique sur l'un des paliers suivants :

- ✓ **Palier 1** : inférieur aux attentes dans un ou plusieurs domaines d'activité du poste : résultats insuffisants et/ou plusieurs manquements
- ✓ **Palier 2** : résultats ou objectifs en cours d'acquisition, apprentissage du poste. Doit évoluer dans ses fonctions
- ✓ **Palier 3** : conforme au poste occupé. L'agent a fait son travail, il a rempli sa mission consciencieusement. Il s'agit d'un palier de référence (norme interne)
- ✓ **Palier 4** : supérieur aux attentes, très bonne contribution aux objectifs. L'agent a fait preuve de nombreuses initiatives, d'une grande disponibilité et a dépassé le simple cadre de sa fonction
- ✓ **Palier 5** : participation significative à un projet nouveau impliquant un travail ou une fonction supplémentaire conséquente/remplacement d'un agent pendant une longue période

Une fois le montant proposé par le chef de service, les absences comptabilisées au cours de la période allant du 01/11/N-1 au 31/10/N sont décomptées sous la forme suivante :

- ✚ Congé de maladie ordinaire : 1/30ème dès le premier jour d'absence
- ✚ Accident imputable au service, congé de longue maladie, congé de longue durée : calcul au prorata du temps de présence sur la période susvisée
- ✚ Maternité, paternité : non impactées conformément à la réglementation

AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024_023-DE
Reçu le 05/04/2024

Le niveau de palier est proposé par le chef de service à l'occasion de l'entretien professionnel annuel, validé par la directrice générale des services et décidé par Monsieur le Maire après concertation et échanges avec les différents intervenants (chef de service et directrice générale des services).

Article 4 : Détermination des montants fixés

	PALIER 1	PALIER 2	PALIER 3	PALIER 4	PALIER 5
MONTANT ANNUEL (Paie de décembre)	0,00 €	250,00 €	450,00 €	600,00 €	750,00 €

Un groupe de travail RH a été constitué afin d'évoquer divers sujets et notamment les modalités de fonctionnement du CIA.

Ce groupe est composé de l'adjoint au Maire délégué au personnel communal, de la Directrice Générale des Services, la Directrice des Ressources Humaines et de représentants du personnel des deux syndicats élus.

Les échanges réalisés à l'occasion des réunions de ce groupe de travail ont permis de mettre en exergue une problématique liée à la prise en compte de l'absentéisme. Un sentiment de frustration se manifeste auprès de certains agents car ils ont œuvré pour la collectivité, ont mis en place des projets et ont fait preuve d'un grand investissement professionnel mais pour autant leur prime se trouve fortement réduite par des absences justifiées.

Parallèlement, la définition des paliers est à revoir, le palier 3 notamment qui ne reflète pas selon les agents un travail de qualité : « conforme au poste occupé. L'agent a fait son travail, il a rempli sa mission consciencieusement. Il s'agit d'un palier de référence (norme interne) »

Afin de prendre en considération les attentes des représentants du personnel, tout en respectant les contraintes budgétaires, **Monsieur le Maire PRESENTE** à l'assemblée délibérante les modifications apportées aux conditions d'attribution de cette prime.

Article 5 : Définition des paliers :

Maintien des paliers en l'état avec proposition de mise en place d'une grille d'évaluation à destination des N+1 afin de mieux évaluer et positionner les agents.

La définition du palier 3 sera revu comme suit :

- **Palier 3** : l'agent exécute son travail de manière consciencieuse et investie, il répond aux attentes du poste occupé

Article 6 : Nouvelle prise en considération de l'absentéisme-Maladie ordinaire :

Concernant les absences congés de maladie ordinaire au cours de la période allant du 01/11/N-1 au 31/10/N, le montant de CIA validé par Monsieur le Maire sera décomposé en deux parts :

- La moitié du montant de la prime maintenue pour valoriser la manière de servir
- Sur la moitié restante impact des absences au 1/30^{ème} : maladie ordinaire uniquement dès le 1^{er} jour d'absence
- Accident imputable au service, congé de longue maladie, congé de longue durée : maintien du calcul actuel, à savoir au prorata du temps de présence dans l'année

Pour les agents absents pour maladie ordinaire plus de deux mois au cours de la période allant du 01/11/N-1 au 31/10/N, pas de versement du CIA (aucune part maintenue)

Monsieur le MAIRE PRECISE que les crédits nécessaires à l'instauration de ce C.I.A sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

AR Prefecture

Monsieur le Maire DEMANDE au conseil municipal :

006-210601282-20240403-CM03042024_023-DE
Reçu le 05/04/2024

- **D'INSTAURER** le versement du C.I.A de manière annuelle en décembre selon la manière de servir et l'assiduité, selon les nouveaux critères d'attribution
- **DE L'AUTORISER**, ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération

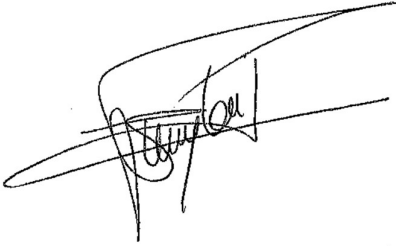
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE :

À l'unanimité

- **D'INSTAURER** le versement du C.I.A de manière annuelle en décembre selon la manière de servir et l'assiduité, selon les nouveaux critères d'attribution
- **D'AUTORISER** le MAIRE, ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération

*Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.*

Secrétaire de séance :



Le Maire de Saint-Paul de Vence,
Vice-Président de la CASA délégué au Tourisme,
Président du SIEVI,
Jean-Pierre CAMILLA

